

Izvestia du 26 septembre. « de puiser largement, et sans honte, dans la propriété des kolkhoses comme dans leur propre poche. » La *Pravda* du même jour relate la réponse étonnée d'une jeune kolkhosienne, interrogée pour savoir pour quelle raison la direction du kolkhose avait pris l'habitude de donner des pots-de-vin aux directions des M.T.S. « Sans pot-de-vin on ne reçoit rien. » Il y a longtemps que nous n'avions plus lu, sous une plume stalinienne, une définition aussi rigoureusement exacte et sociologiquement correcte, du régime bureaucratique qui règne en U. R. S. S. Notons encore cette remarque savoureuse du décret du Conseil des ministres, selon laquelle les dirigeants des kolkhoses « ont souvent l'habitude de vendre les produits du travail commun à des prix inférieurs aux coûts de production à des « personnes privilégiées » (!) (23).

d) Il va de soi que ce n'est pas la masse des kolkhosiens qui ont « élu » ou nommé cette armée de fonctionnaires parasites, — dont le décret nous dit en passant qu'ils sont « mieux rétribués que les travailleurs productifs ». Il n'y a plus eu de réunions collectives des membres des kolkhoses, les fonctionnaires ont été « tout simplement » désignés par les « autorités ». N'est-il pas étonnant que jamais une seule plainte à ce sujet n'ait transpiré dans la presse soviétique, avant cette soudaine campagne déclenchée d'en haut ? Faut-il supposer à ce sujet que les paysans trouvaient ce système « tout simple-

ment » naturel, parce qu'ils n'étaient pas habitués à autre chose depuis près de vingt ans ? Ou bien la presse soviétique, « au service des ouvriers et des paysans », d'après la « constitution stalinienne », serait-elle fermée aux plaintes de la base ?

La conséquence de ce régime bureaucratique, dit le décret du Conseil des ministres, c'est que « les paysans kolkhosiens n'ont pas pu exercer la moindre influence sur la régie et la distribution des revenus (!) des kolkhoses, ce qui a conduit à des abus (!) de la part des fonctionnaires des kolkhoses, qui se considèrent comme indépendants de la masse des membres et perdent tout sentiment de responsabilité (!) envers eux ». En d'autres termes, le système bureaucratique qui dirige les regards des fonctionnaires exclusivement vers en haut, et qui pénètre comme la gangrène dans toutes les sphères de la vie sociale, engendrant le cynisme, la corruption et la renaissance de l'esprit de lucre, a conduit, durant la guerre, au développement d'une bureaucratie locale dans les villages, dont les liens avec la bureaucratie « centrale » étaient plutôt relâchés, et qui a volé et pillé sans vergogne la masse des paysans, astreints à un labeur plus dur que jamais.

Voilà la beauté des millionnaires soviétiques, vantés par les propagandistes staliniens (24) comme « un indice heureux qui permet d'espérer que l'Union soviétique deviendra... une nation de gens prospères et heureux »...

V. - Contre le mal bureaucratique, remèdes bureaucratiques.

Faisant face, en Russie occidentale, à la famine et à la décollectivisation, la bureaucratie stalinienne a dû entamer dans les conditions les plus difficiles la lutte contre les tendances petites-bourgeoises et centrifuges dans le pays. La lutte économique contre la bureaucratisme et la déprédation des kolkhoses n'est possible qu'à des conditions économiques déterminées. Si l'on veut amener le paysan à travailler davantage aux kolkhoses et à limiter ses efforts sur son propre lopin de terre, il faut qu'il reçoive l'équivalent exact de sa journée-travail, et que la répartition du produit net des kolkhoses ne soit pas faussée par les procédés bureaucratiques mentionnés ci-dessus. Il faut ensuite qu'en échange de la journée-travail, rémunérée en grande partie en roubles-papier de consommation rationnée, il puisse s'acheter aux coopératives des produits d'un prix plus bas et de meilleure qualité que ceux qu'il achètera sur le marché libre. Il faut surtout que cette opération soit pour lui plus favorable que le déplacement à la ville, la vente des produits excédentaires de son lopin « propre » et l'achat à des prix exorbitants d'objets de consommation sur le marché libre. C'est-à-dire, qu'il faut avant tout qu'il y ait des produits de consommation en

quantité suffisante aux prix « officiels ».

Nous reviendrons plus loin sur l'aspect économique du problème. Constatons immédiatement que le gouvernement stalinien, dans la lutte qu'il entend entamer contre les tendances petites-bourgeoises, est forcé de passer complètement à côté du mécanisme économique qui les provoque. Le mal bureaucratique est combattu de façon bureaucratique, c'est-à-dire par des menaces et des intimidations, par un « décret », et, non en dernier lieu, par la création d'un nouveau « corps de contrôleurs » dépendant cette fois-ci directement de l'administration centrale.

Le décret du Conseil des ministres du 19 septembre 1946 prévoit en effet pour rétablir la situation des kolkhoses les mesures suivantes :

a) Les dirigeants des organisations du parti et de l'Etat doivent dans un délai de deux mois « réduire » leur appareil bureaucratique « à des proportions plus convenables ».

b) Jusqu'au 15 novembre, une révision de la propriété paysanne doit être

(23) *Neue Zürcher Zeitung*, 24-9-46.

(24) Reginald Bishop : *Millionnaires soviétiques*, édité par les « Amitiés belges ».